

L'Égypte et la Francophonie

Ciment de la solidarité africaine

DANS un entretien enregistré au Caire et diffusé le 18 avril 1984 par RFI, le ministre d'Etat égyptien aux Affaires étrangères, Boutros Ghali, explique l'importance culturelle et politique de la francophonie aux yeux de l'Égypte et les raisons qui ont poussé celle-ci à devenir, en décembre 1983, membre associé de l'Agence de coopération culturelle et technique. Il est bon de se rappeler ces propos qui sont toujours d'actualité.

«L'Égypte est intéressée à la francophonie pour plusieurs raisons. D'abord, l'Égypte est un pays partiellement francophone. Si on fait une étude sérieuse des pays africains francophones en Afrique, on s'aperçoit que les francophones n'y dépassent pas entre cinq et dix pour cent. Cette proportion n'est pas très supérieure à celle qui existe en Égypte où nous devons avoir entre quatre et six pour cent de la population qui savent s'exprimer en français.

Solidarité des Francophones

«La seconde raison, qui est très importante, est que l'Égypte s'intéresse en Afrique à tous les regroupements régionaux ou sous-régionaux. Or, parmi les regroupements qui existent, on constate une certaine solidarité parmi les pays africains francophones. L'Égypte voudrait participer à cette solidarité. Nous pensons qu'à travers l'imbrication des solidarités africaines et des groupements régionaux et sous-régionaux nous pourrions contribuer à l'unité africaine. L'unité africaine est un grand rêve qui s'est inscrit dans la charte d'Addis-Abéba en mai 1963 et qui est confrontée à une réalité, la balkanisation de l'Afrique en cinquante États et, pour certaines, cinquante et un États. Pour essayer de transcender, de dépasser ce morcellement, les micro-nationalismes africains, il faut faire appel à des regroupements. Il



● M. Boutros Ghali, ministre des Affaires étrangères de l'Égypte.

existe une solidarité francophone et il est intéressant que l'Égypte y participe.

«En troisième lieu, et ici nous dépassons le cadre africain pour aborder le cadre international, l'Égypte est un pays non aligné et l'Afrique est un continent non-aligné. Le non-alignement est un principe de base qui a été adopté dans la charte d'Addis-Abéba. C'est un commun dénominateur des politiques étrangères africaines. Or, le non-alignement a besoin d'infrastructure : il ne s'agit pas seulement de choisir une position équidistante entre les deux blocs; il s'agit de renforcer aussi les liens qui existent entre les pays non-alignés. Et il est certain que les liens culturels constituent une infrastructure idéologique importante.

«Un des blocs est dominé par la culture anglo-saxonne, l'autre par la culture russe. La langue française pourrait devenir ou est déjà une langue non-alignée. A ce titre, à travers la culture française, on pourrait développer, dans le tiers-monde, dans le monde qui a adopté le non-alignement, une culture qui se voudrait indépendante des deux grandes cultures qui dominent actuellement la

planète, qui sont utilisées dans la confrontation Est-Ouest.

«Voilà quelques raisons qui ont fait que la diplomatie égyptienne s'attache beaucoup à la francophonie, que ce soit sur le plan pratique ou sur le plan diplomatique. D'ailleurs, la langue française a toujours été la langue diplomatique et, au ministère égyptien des Affaires étrangères, la langue française était utilisée jusqu'en 1939 ou 1940.

«La francophonie représente une force, une idée mobilisatrice et l'Égypte veut participer à cette force, voudrait participer au rayonnement de cette culture, qui permettra des contacts directs avec de nombreux pays africains, avec d'autres pays qui se trouvent un peu partout dans le monde.

«En d'autres termes, nous aurons une relation triangulaire entre l'Égypte, le pays africain et ce troisième élément : la francophonie. Nous sommes intéressés à promouvoir un dialogue Sud-Sud dans le continent africain. Or, ce dialogue Sud-Sud est extrêmement difficile et il est certain que la francophonie est une courroie de transmission qui permettrait des contacts extrêmement étroits entre l'Égypte et un certain nombre de pays africains

«L'Afrique, pour mieux se connaître, et c'est là un de ses paradoxes, a besoin de passer par l'Europe. Si, à travers la francophonie, l'Afrique peut mieux se connaître, pourquoi ne pas utiliser la francophonie ?

«Qu'il y ait des réalités politiques, qu'il y ait des desseins politiques derrière la participation de l'Égypte aux institutions francophones, je ne l'ai jamais caché. C'est un moyen de renforcer les contacts interafricains. Une vingtaine de pays africains ne savent s'exprimer qu'à travers le français et ont adopté, dans une certaine mesure, certaines institutions françaises. Pour avoir des contacts fructueux avec ces pays, il est intéressant de passer par les institutions francophones. ■